



RELEVER LES DÉFIS DES INDUSTRIES DE SANTÉ

La FCE-CFDT a organisé le 12 décembre dernier la 4^{ème} édition des Assises de la Pharmacie. Cet évènement a réuni une centaine de militants et invités...

La FCE-CFDT a organisé le 12 décembre dernier la 4^{ème} édition des assises de la Pharmacie. Cet évènement a eu lieu à Paris dans les locaux de la FIAP et a réuni une centaine de militants et invités. La précédente édition s'était déroulée en 2010.

A cette occasion, le **cabinet Idéforce a réalisé une analyse sectorielle. Une présentation des points saillants du rapport a fait l'état des lieux de l'industrie pharmaceutique et de son évolution.** Le constat global est le suivant, l'industrie pharmaceutique est en excellente « santé » tant au niveau mondial qu'au niveau national et reste l'un des secteurs le plus rentable. A l'inverse, l'emploi au lieu de se développer dans la même proportion, est en diminution de manière significative. L'étude a mis en évidence la réduction du nombre d'entreprises du secteur en France. Il en ressort également une image dégradée de cette industrie différente des autres puisqu'elle touche à la santé. Pour le grand public, il est difficile de comprendre qu'une industrie bâtie sur la santé des gens puisse gérer de l'argent et rémunérer ses actionnaires. Cette mauvaise image est à la fois liée à la fois aux différents scandales médiatisés de certains médicaments, tels que le Médiator, le Vioxx et aux coûts élevés de nouveaux traitements dont

l'amélioration du service médical rendu n'est à priori pas à la hauteur des dépenses engagées. Des ruptures de stocks et des pénuries croissantes de médicaments à intérêt thérapeutique majeur ne font qu'accentuer la méfiance envers l'industrie pharmaceutique. Le regard extérieur dénonce sans concession le poids de la finance au détriment de la santé publique. Des représentants et élus du personnels, salariés dans cette industrie, tout en dénonçant la financiarisation excessive du secteur, ont une opinion plus nuancée parce qu'ils y travaillent au quotidien et veulent continuer à assurer la mission originelle et essentielle de cette industrie, c'est-à-dire fabriquer des médicaments pour soigner et guérir des malades.

La première table ronde de la journée a porté sur les **atouts et les difficultés de l'industrie pharmaceutique aujourd'hui**. Elle a permis de pointer les difficultés des PME françaises du secteur relativement nombreuses à attirer les jeunes dans des filières professionnelles qui ne font plus rêver. L'industrie n'a plus bonne image et l'industrie pharmaceutique ne fait pas figure d'exception. Tout le monde s'accorde sur la nécessité d'améliorer l'image de l'industrie pharmaceutique et de travailler sur l'attractivité pour faire venir des jeunes dans les métiers du secteur.

Assistera-t-on à une ré-indus-

trialisation, nécessaire, de cette industrie en Europe et plus particulièrement en France ? Notre pays a des atouts et l'écosystème de la recherche est riche en France et les scientifiques bien formés. Il faut développer des mesures incitatives pour conserver notre R/D. La question est de savoir quelle stratégie les grands groupes du secteur, souvent multinationaux, adopteront dans leur politique de développement industriel.

Dans la deuxième partie de la journée, le **cabinet Syndex a présenté la prospective, l'évolution biotechnologique, l'impact de la transition numérique sur les outils de production**. Cette introduction a initié le débat de la 2^{ème} table ronde. En effet, les besoins croissants en matière de soins, le coût élevé des nouveaux traitements, le budget contraint des payeurs, posent les défis que le secteur doit relever. Les besoins d'investissement, le tournant capitalistique, la mission de soigner les populations et l'inquiétude sur l'avenir des salariés ont aussi alimentés le débat avec notamment, le déplacement des productions ailleurs qu'en France, le risque de rupture des soins et les besoins d'adaptation dans ce monde en pleine mutation.

Les évolutions technologiques induites par la réglementation telle que la mise en place de la sérialisation (la traçabilité des médicaments



depuis la production jusqu'au patient pour éviter la falsification) et l'obligation de produire en zone stérile sont des opportunités en matière de développement pour le secteur. La France souffre cruellement de sous équipements en outils de bio-production de première génération. Il est important qu'elle ne rate pas le train de la bio-production de nouvelle génération. Des investissements importants sont nécessaires. Les grands groupes disposent des moyens pour le faire. Mais le feront ils en France ?

La question de l'externalisation des productions de produits matures vers des entreprises de taille moyenne et la capacité de ces derniers à investir pour suivre l'évolution technologique se pose. Le risque de voir l'industrie pharmaceutique en France se faire dépasser par les nouvelles technologies reste toujours d'actualité. Les nouveaux arrivants dans le secteur dont les métiers ne sont à priori pas la santé soulèvent des inquiétudes légitimes chez les salariés. Les relations entre des laboratoires et leurs sous-traitants, la prise de contrôle par les GAFAM et le risque de voir des implantations des usines de futur hors de nos frontières sont des sujets majeurs auxquels ils n'y a pas pour le moment de réponse.

Ces débats ont mis en évidence l'urgence de trouver un équilibre entre la nécessité d'investir, les dépenses et la soutenabilité du système. La formation reste le point clé pour accompagner les salariés dans ces évolutions. La FCE-CFDT est bien présente dans les entreprises du secteur et elle est la première organisation syndicale de la branche. Pour la FCE-CFDT, le dialogue social reste un moyen privilégié pour faire participer tous les acteurs et les parties prenantes dans la construction de richesse. La responsabilité sociale ou sociétale de l'entreprise (RSE) est un outil à utiliser pour obtenir de nouvelles garanties. Les équipes CFDT doivent s'en saisir et s'en servir pour que cela ne reste pas un uniquement un objet de communication des entreprises.

Dominique Bousquenaud, secrétaire général de la FCE-CFDT a clôturé ces 4^{ème} Assises en affirmant que la transformation commencée par l'industrie pharmaceutique et qui s'accroîtra dans les années qui viennent, ne pourra se faire sans un dialogue social de qualité. La FCE-CFDT y prendra toute sa place pour répondre aux attentes des salariés mais aussi participer à la création d'innovation sociale. •



Warda Ichir
Economiste du cabinet Ideforce



Table ronde n°1



Table ronde n°2



Dominique Bousquenaud
Secrétaire général de la FCE-CFDT